

Initiatives ministérielles

ment ne s'est jamais trompé de plus d'un milliard. Lorsque le député nous donnait ces chiffres, il aurait pu nous donner quelque chose d'autre.

Les libéraux parlent de déficits de 38 milliards sous le régime libéral, mais ils n'incluaient même pas le déficit de la caisse d'assurance-chômage. Cela représente 10 milliards. Ils le glissaient sous le tapis, en disant qu'il ne fallait pas l'inclure dans la dette nationale parce qu'il faisait l'objet d'une comptabilité séparée. Notre gouvernement au contraire a été bien franc avec les Canadiens en leur disant en 1984 qu'il ne voulait pas leur dissimuler l'état de l'économie, qu'il allait mettre toutes les cartes sur table.

On découvre des nouveaux secrets honteux derrière chaque porte que nous ouvrons. La liste des factures que nous ont laissées les libéraux est longue, mais nous avons la situation en main. Nous l'avons renversée depuis 1987. Aujourd'hui, notre budget de programmes est excédentaire. Nous jouons cartes sur table. Nous ne faisons pas de cachotteries aux gens. Les Canadiens connaissent notre conjoncture économique. Ils savent qu'elle n'est pas facile et que nous avons pris des décisions et des mesures rigoureuses pour nous débarrasser de cette dette encombrante et garantir la prospérité du Canada pour l'avenir.

M. Ron MacDonald (Dartmouth): Monsieur le Président, les beaux boniments de mon collègue, le député de Calgary-Sud-Est, m'ont égayé, moi qui étais d'assez mauvais poil lorsque je suis arrivé.

Comme je l'ai mentionné plus tôt, je suis arrivé ce matin en avion et je me sentais un peu grincheux. Après avoir entendu le député de Calgary-Sud-Est parler de sa vision du monde, je me rends compte qu'il peut encore être agréable de déformer la réalité en racontant toutes sortes de boniments.

Je prends la parole aujourd'hui pour participer au débat sur le projet de loi portant pouvoir d'emprunt, le projet de loi C-65, grâce auquel le gouvernement espère pouvoir emprunter des milliards de dollars pour financer ses politiques économiques mal conçues. Même si le député de Calgary-Sud-Est et ses collègues font de grands efforts pour lire très bien les notes que leur a fournies le service de la propagande du ministère des Finances, les Canadiens ne semblent pas les écouter. Si les Canadiens croyaient aux sornettes que leur content les députés qui occupent les banquettes ministérielles, je crois que le parti du député recueillerait un peu plus que 15 p. 100 de la faveur populaire dans les sondages. Je ne

devrais pas avoir à le rappeler au député, surtout qu'il vient de Calgary, ce bastion conservateur bien connu.

Je suis certain que tout le monde sait qu'il fut un temps où il était entendu que l'Alberta allait toujours élire des conservateurs, que l'Alberta était un empire conservateur. Eh bien, laissez-moi vous dire que le programme économique du gouvernement conservateur a bien fait changer les choses, même dans l'Alberta conservatrice!

Ai-je bien entendu le ministre des Transports dire: «En plein dans le mille»? Je crois qu'il l'a bien dit. Même dans l'Alberta conservatrice, le nom du parti conservateur est un gros mot. On ne le prononce plus sans y adjoindre quelques jurons—que je ne saurais rapporter ici, car ils sont antiréglementaires. Mais s'il y a ici des conservateurs qui ne savent pas encore comment on les appelle dans cette province, je me ferai un plaisir de les en informer à l'extérieur de la Chambre—si, toutefois, cela n'écorche pas trop leurs chastes oreilles, bien sûr!

Nous venons de survoler six années de gouvernement conservateur, six années de tromperie et de mauvaise gestion. Le parti conservateur a pris le pouvoir en 1984, après une récession d'envergure internationale. Les députés d'en face ne veulent pas l'admettre, mais il s'agissait bien d'un phénomène économique international. Ils ont pris le pouvoir après cette récession, lorsque la relance était déjà entamée. Grâce au ciel, le cadre de la relance était déjà en place. Personne ne mourait de faim dans les rues parce que la politique socio-économique libérale avait prévu des filets de sécurité pour les Canadiens. À en croire certains députés d'en face, il eut mieux valu laisser les gens mourir d'inanition dans les rues. Il eut mieux valu qu'ils perdent leur emploi au cours de la longue récession d'envergure internationale et qu'ils écumant les dépotoirs ou mendient dans Bay Street la riche pour rester en vie.

Eh bien, la politique libérale prévoyait tout autre chose. Le déficit s'est accru, mais bien parce que les programmes sociaux libéraux fonctionnaient. Et pour ma part, monsieur le Président, je ne vais certes pas m'excuser auprès de la bande d'en face pour avoir sauvé au cours de cette période le gagne-pain et l'avenir de beaucoup de Canadiens.

Mais en 1984, ces gars et ces filles ont prétendu avoir une meilleure façon de faire les choses. Ils ont dit aux Canadiens: «Élisez-nous et vous aurez la vie facile. Nous allons créer tellement de richesses au Canada. Nous allons nous assurer que les politiques et les programmes